

L'ESArticle

**LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'ESA BUSINESS SCHOOL.
« TOUT SE DÉROULE DANS L'ESArticle. »**

L'ÉDITORIAL

LE JOURNALISME OU UNE MANIÈRE DE CHANGER (SAUVER) LE MONDE !

Par Nidal Ayoub, journaliste, productrice TV, professeure et Présidente de l'Association Francophone de Journalisme (l'AFEJ)

Le journalisme aujourd'hui ?

L'état des lieux semble des plus déplorables et la liste des déboires s'allonge : la robotisation des « jobs », l'ébullition du journalisme citoyen, le journalisme confondu avec l'information-distracting (*infotainment*), submergé par le tsunami de l'intox (*fake news*) et le flux énorme de nouvelles non vérifiées dit « infobésité », la marchandisation de l'information et sa monétisation, ...

Pourtant, même réduit à sa plus simple expression, - rendre une information publique - le journalisme respectueux des normes professionnelles et éthiques, n'est pas un simple « réflecteur » ou « miroir de la société » tel qu'il plaît à certains d'affirmer. Ce journalisme, promoteur d'une information crédible, impacte la société, profondément, durablement.

Tel un pavé lancé dans une mare, dont il ride la surface tranquille jusqu'à la perturber, l'écorcher, le journalisme exercé en pleine connaissance de cause et mené à bon escient, met le doigt sur les « plaies » de la société, remue les consciences, produit des émois, des interférences, des réactions, des chocs, qui se font sentir jusqu'aux tréfonds des instances sociales, politiques et économiques. Il provoque des diffusions et des osmose entre individus et collectivités, allant jusqu'à secouer des cohésions ou inspirer des alliances, voire à révolutionner des ordres établis, des hiérarchies consacrées, à créer un espace public de débat, donc de production d'idées et de reconstruction du monde. Une information diffusée a une énergie potentielle, un pouvoir ineffable, de « changer les choses » !

S'il est largement admis que le journalisme est un garant, sinon « le » garant de la démocratie, puisqu'il assure la liaison entre peuple et gouvernement et relaie les parlements en tenant les autorités à l'œil, serait alors compréhensible, sinon normale, la méfiance qui couve entre pouvoirs publics et journalistes. Et cela dans le meilleur des mondes ... démocratiques !

Mais qu'en est-il dans les sociétés où pullulent, problèmes, crises, guerres, révolutions ... ? Deux scénarios sont à l'affiche : dans les sociétés où le degré de tolérance sociopolitique touche à zéro ou affiche des scores négatifs, le mot d'ordre est à des mascarades du journalisme. Celles-ci sont déclinées à l'infini : domptage des cerveaux par des écrits censurés ; inhibition des libertés par autocensure ; médias transformés en porte-paroles officieux des pouvoirs officiels. Plus dangereuses encore, les dérives subversives négociées par les manipulateurs, les anesthésistes et les annihilateurs de la mémoire, de la pensée et de l'action collectives. Il va sans dire que, dans ce contexte, le sort du journalisme authentique est scellé : séquestrations et assassinats font légion.

Mais, c'est la pratique du vrai journalisme, qui représente la seconde et ultime alternative, dans ces sociétés en crise. Celui-ci y gagne toutes ses envergures, ses gageures, ses lettres de noblesse. Là, les luttes et les batailles se livrent tout aussi bien dans les salles des rédactions que sur les fronts et dans les rues. En effet, nulle exagération d'affirmer que le journalisme véridique qui se veut « missionnaire », « défenseur de la dignité humaine » et « guérisseur de la société », mène des combats acharnés aux premières lignes des confrontations. C'est ce journalisme qui donne aux sociétés les moyens de leurs actions. C'est ce journalisme qui permet aux sociétés de prendre en main leurs destins, de reforge leurs histoires.



Photos prises à la Résidence des Pins, à Beyrouth.

EXCLUSIVITÉ

Section spéciale Ambassade de France !

Pages 2 à 6

AMBASSADE DE FRANCE

« L'ÉDUCATION CONSTITUE LE SUBSTRAT DU LIBAN »

Interview réalisée par Sarah-Maria Matta et Pierre Turk, étudiants BBA05

Nous avons eu la chance de réaliser un entretien pour le journal étudiant de l'ESA Business School avec S.E.M. l'Ambassadeur de France au Liban, Bruno Foucher. Il s'est porté d'une part sur les projets lancés au Liban par la France et ceux qui devraient être mis en place, ainsi que sur la place de la francophonie dans le système libanais d'autre part.

La mission

« L'ambassadeur n'a pas de projet personnel, il a un projet français. Quand on arrive en poste comme ambassadeur, on a une lettre de mission. Une des principales missions qui m'avaient été confiées était de développer le réseau des écoles francophones pour enrainer davantage la francophonie au Liban. La francophonie n'était pas aussi forte à l'est, au nord et au sud du Liban. On a cherché à devenir le pays pilote dans le réseau français en terme de francophonie, car la francophonie est un pilier majeur de l'éducation libanaise. Beaucoup de populations, comme dans la Bekaa, demande à avoir accès au français : nous voulons développer les écoles homologuées ».

La francophonie comme pilier

« Le COVID-19 a aggravé la situation financière des écoles, et beaucoup d'écoles francophones rencontrent des difficultés. Nous avons décidé de venir en aide aux structures des écoles homologuées pour conserver le nombre d'élèves, et venir en aide aux familles libanaises, pour maintenir ses élèves dans un environnement francophone. C'est une stratégie défensive pour consolider ces écoles qui portent la francophonie, mais qui sont aujourd'hui en danger de ne plus pouvoir financer leur curriculum et de ne plus pouvoir accueillir certaines familles qui ont choisi l'enseignement francophone. Il faudra aussi réfléchir aux universités francophones qui comptent beaucoup sur l'assistance française. L'éducation et la francophonie constituent le cœur de notre influence au Liban ».

« Une des caractéristiques du Liban c'est l'excellence de son éducation. Les Libanais sont excellents académiquement de par des établissements d'enseignement de qualité. Ils se caractérisent par le fait d'être capables de parler plusieurs langues : l'arabe, l'anglais, et surtout, le français. Le français est une langue en plein développement. Durant ma récente intervention à l'académie militaire, je rappelais que le français était une langue qui se développait vite dans le monde : c'est la première langue en termes de croissance, la deuxième langue en termes d'enseignement, c'est la plus enseignée après l'anglais, c'est la troisième langue dans le domaine des affaires, la quatrième dans le domaine du numérique, et la cinquième langue sur les 6,000 langues parlées sur la planète. Cette formation linguistique est un avantage de trilinguisme : c'est ce qui donne un véritable atout aux jeunes qui se dirigent vers l'international. Malheureusement, c'est la conjoncture qui, depuis des années, pousse les jeunes à s'en aller. Mais nous espérons toujours que la conjoncture s'inversera un jour pour que le Liban garde ses cerveaux pour développer l'économie sur place. »

Des réformes constamment reportées

« Une autre initiative qui a été lancée dès mon arrivée au Liban, est la conférence de CEDRE : CEDRE est née au moment de mon arrivée, puisque l'idée a été lancée par le président Emmanuel Macron qui a reçu l'ancien Premier ministre Saad Hariri puis le président Michel Aoun à Paris. Nous avons essayé de mettre en œuvre CEDRE, mais cela n'a pas réussi à cause de réticences aux réformes. Le Liban aujourd'hui n'a plus le choix à part la mise en place de réformes ».

« Le tourisme, entre 2009 et 2011, avait rapporté au Liban 8 milliards de dollars par an. Mais, pour attirer les touristes, il faut une véritable politique touristique : il faut mettre davantage en valeur les sites touristiques, et la propreté du pays du point de vue des plages ou de l'environnement, qui sont des critères qui intéressent les touristes.

Il faut continuer à développer ce tourisme international. Il y a un volet dans CEDRE qui est consacré au tourisme, et qui est consacré aussi aux sites archéologiques qui peuvent être promus pour attirer des touristes. CEDRE, ce n'est pas de l'aide budgétaire, c'est de l'aide projet : ce sont des entreprises libanaises financées par des crédits internationaux, ou des entreprises étrangères, financées par des crédits internationaux ou utilisant leurs propres moyens d'investissement pour mettre en place de grands projets d'infrastructures.

Sur le plan éducatif, la francophonie c'est la priorité ; sur le plan économique, il faut relancer la conjoncture économique car le Liban souffre d'une absence de croissance et CEDRE était destinée à relancer la croissance profonde, par des investissements, avec un endettement qui permet de relancer l'économie réelle, l'emploi, et donc de créer la croissance. »

Un pays synonyme de diversité

« Le Liban est la fois très connu et mal connu. Il est très connu, car certains ont encore l'image du Liban comme « la Suisse du Moyen-Orient », et il est mal connu, car beaucoup connaissent assez mal ses ressources archéologiques comme Nahr el Kalb, un site touristique malheureusement à l'abandon. Le Liban est un petit pays doté d'une diversité inouïe. Il est rare d'avoir une telle diversité sur une aussi petite superficie. Après y avoir passé trois ans, je repars avec le sentiment de vouloir en découvrir encore plus. Il y a plein de micro-territoires qui méritent un déplacement, mais on reste parfois trop sur Beyrouth. J'ai découvert une diversité que je ne m'imaginai pas, avec des différences de paysages et une histoire inscrite dans les paysages. »

Après son expérience en tant qu'Ambassadeur de France au Tchad et en Iran, il décrit l'Afrique subsaharienne comme « un tout autre monde ». L'Iran, c'est pour lui également un autre univers : « C'est le monde perse, très ouvert sur d'autres civilisations, tourné autant vers le Pakistan, l'Asie centrale, le Caucase, et le Moyen-Orient. Ce qui caractérise le Liban, c'est qu'il y a une vraie connexion franco-libanaise qui fait que l'Ambassadeur a un rôle qui ne ressemble à aucun autre pays : les contacts sont faciles et l'Ambassadeur s'entretient avec tout le monde ». Pour Bruno Foucher, ce poste est un poste très privilégié pour l'accès aux gens, à l'histoire et à la coopération.



Photo prise à la Résidence des Pins avec S.E.M. l'Ambassadeur de France au Liban, Bruno Foucher

UNE BRANCHE ÉCONOMIQUE À VOCATION RÉGIONALE

Interview réalisée par Sarah-Maria Matta et Pierre Turk, étudiants BBA05

Nous avons eu la chance de réaliser un entretien pour l'ESArticle, le journal étudiant de l'ESA Business School, avec Monsieur François de Ricolfis, Chef du Service Économique Régional de l'Ambassade de France au Liban.

Quelle est la mission du service économique régional au Liban ?

L'ambassade, c'est un gouvernement miniature. L'ambassade de France au Liban est l'une des plus importantes en terme d'effectif au monde. Elle agit beaucoup en matière de coopération sur les volets militaires, ou encore au niveau de la sécurité intérieure, l'éducation ou le soutien au système éducatif libanais.

Sur le volet économique, le Service Économique Régional encourage d'une part le gouvernement à travailler vite, et d'autre part, rappelle au gouvernement l'importance de l'obtention de résultats concrets pour reconstituer la confiance. C'est un rôle qui a une dimension pédagogique assez forte. On a aussi un rôle qui consiste à dire aux entreprises françaises de rester intéressées par le pays et ne pas le délaissier car il y a toujours des opportunités dans le pays.

Le Service Économique représente le ministère de l'économie et des finances, et ses activités sont régionales et locales. Son rôle au Liban est, d'une part, d'informer la France sur la situation économique et financière, et d'autre part, de promouvoir les intérêts économiques français au Liban, c'est-à-dire aider les entreprises qui veulent exporter ou s'installer au Liban. C'est un service qui a aussi pour mission d'aider les entreprises libanaises qui veulent investir en France, grâce à une aide en partenariat avec Business France, chargée d'aider les entreprises pour leurs activités de prospection commerciale.

C'est un service qui a une dimension régionale avec une responsabilité de suivi économique des pays de la région c'est-à-dire l'Égypte, l'Irak, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Liban, la Palestine et la Syrie, et faire des rapports sur la santé économique de ces pays. Cela sert à : informer la France, prévenir si l'état du pays se dégrade ou s'améliore, et doser l'intervention française.

Il existe aussi un volet agricole : des conseillers agricoles sont chargés de faciliter le commerce agricole surtout de la France vers les pays de la région.

Par rapport aux indicateurs qui sont actuellement à votre disposition, êtes-vous plutôt pessimiste ou optimiste par rapport à la situation économique au Liban ?

La situation est très compliquée. Au Liban, il y a une grande accumulation de difficultés économiques et financières, à cause, malheureusement, d'une assez faible croissance économique depuis plus de 10 ans, et d'un déséquilibre qui combine un déficit de l'état important (entre 6 et 10% du PIB chaque année), et, un déficit de la balance commerciale et des paiements (environ le quart du PIB par an) et a donc accumulé un endettement extérieur considérable.

On voit maintenant que ce système ne fonctionne plus et que la situation ne fait que se détériorer.

La croissance au Liban est devenue négative en 2018 et s'est aggravée en 2019 et en 2020. Est-ce que le Liban pourra s'en sortir ? Est-ce qu'il y a un « way-out » ? Il est difficile de prendre des décisions au Liban. Le plan de réforme (et l'aide du FMI) du gouvernement a pointé les faiblesses de l'économie libanaise, notamment de comment la dette accumulée a généré des pertes dans le système bancaire et financier.

D'après les chiffres publiés par la Banque du Liban, le déficit enregistré par la balance des paiements a été ramené de 5,19 Mds\$ au cours des cinq premiers mois de l'année 2019 à 2,19 Mds\$ au cours des cinq premiers mois de l'année 2020¹.

Le pays a besoin de rentrées d'argent. Le FMI apporte de l'argent lui-même et permet à d'autres sources de financement de venir, cela permet de libérer les financements de CEDRE et permettre à d'autres pays ainsi qu'aux déposants et aux investisseurs, de regagner en confiance.

Certains pensent que le défaut de paiement annoncé le 9 mars est la cause des problèmes, or, c'est la conséquence d'un système qui s'est mis en place pendant plus de 30 ans et qui, aujourd'hui, rencontre sa limite. Le budget de l'État libanais, c'est environ 20% de PIB du pays, avec un tiers qui ne sert qu'à payer les intérêts de la dette ; ce qui est énorme, et représente 4 ou 5 fois plus que le déficit d'électricité du Liban. C'est une négociation très compliquée car la situation du pays est plus grave que n'ont été celle de la Grèce ou celle de Chypre par exemple.

Comment le Liban va-t-il pouvoir se relever et surmonter la crise financière et économique à travers laquelle il passe ? Quels sont, selon vous, les principaux défis à relever ?

Tout commence par les réformes. Il faut réformer le système fiscal, réformer le secteur de l'électricité du Liban, traiter la dette, redresser le budget du pays.

Il y a un double-défis : l'administration libanaise n'a pas assez de personnes qui peuvent traiter ce sujet, et il faut que les dirigeants politiques suivent et agissent, pas uniquement le gouvernement. Pendant des années, les décisions ont été reportées, et maintenant ça se paye par une accumulation de dette et d'argent dans le système.

Le Liban est un petit pays, très ouvert sur le monde, et qui compte beaucoup sur le tourisme, les services financiers, ou encore la diaspora. C'est un modèle qui est finalement fragile, et surtout, vulnérable. Le système a toujours eu des fragilités, mais elles ont trop duré.

Par exemple, on a voulu assoir le modèle sur une parité fixe, le PEG de la monnaie, qui est à 1507L.L. Le pays est allé trop loin sur le fait de fixer cette monnaie il y a plus de 20 ans et ne plus y toucher.

Le Liban aura toujours une économie tournée vers l'extérieur, et aura toujours des atouts à faire valoir ; l'idée de CEDRE c'est cela : faire des projets au Liban avec des investissements dans les équipements (eau, électricité, Télécoms...) : c'est donc garder ce modèle ouvert sur l'extérieur mais avoir un modèle qui dépend moins des financements bancaires.

Comment pensez-vous que le secteur bancaire peut-il s'en sortir en touchant le moins possible aux déposants ?

Environ la moitié des libanais n'ont pas de compte bancaire. Au Liban, le secteur bancaire est énorme et fait plus de 4 fois le PIB du pays ; en Europe on considère qu'au-delà de 2 fois le PIB d'un pays ou deux fois et demi c'est beaucoup. Par rapport aux déposants, certains ont proposé des solutions moins brutales qu'un « haircut » : il y a la possibilité de proposer aux déposants de devenir actionnaires des banques ou celle de valoriser le patrimoine de l'état, c'est-à-dire créer une structure de gestion des entreprises ou de terrains publiques. Mais, il n'est pas sûr que ce soit suffisant.

C'est un système qui fonctionne depuis trop longtemps, et a accumulé énormément de déséquilibres (c'est presque étonnant qu'il ait tenu aussi longtemps !). La correction des déséquilibres est aujourd'hui violente. Dans tous les pays du monde, quand il y a une crise, la crise met des années à s'accumuler : en Grèce, elle s'est créée sur environ 15 ans. Et maintenant au Liban, il y a malheureusement des impacts sociaux énormes.

Avec les départs du pays vers l'étranger, le pays va s'appauvrir en terme humain. Déjà auparavant, le Liban créait environ 6,000 emplois par an, alors qu'il aurait fallu employer 40,000 personnes par an. Les mesures prises par la Banque du Liban pour essayer de stabiliser la situation monétaire et financière ont échoué, conduisant à une inflation mensuelle supérieure à 50% dans presque tous les secteurs².

Quelles sont les perspectives pour l'année 2021 ? Sur quoi le Liban doit-il miser à votre avis, pour avoir un regain de confiance, d'une part de la population, et d'autre part des investisseurs étrangers ?

L'accord FMI et les réformes vont permettre à l'économie du pays de fonctionner mieux. Une bonne partie du financement du pays c'est la diaspora. Si des réformes sont mises en place, en 2022, on pourrait retourner sur de la croissance avec un scénario positif. Si l'économie recommence à croître, elle recommence à créer des emplois. La Grèce commence à sortir maintenant d'une crise qui a commencé en 2010. La période critique c'est maintenant car tout le monde attend des décisions pour que la confiance revienne.

Depuis la fin de la guerre civile, le pays s'est endetté pour « retrouver le Liban d'avant », un « bien vivre », et ça n'a jamais vraiment marché à cause de la situation au Liban et la situation de la région. Le modèle du pays s'effondre, mais c'est un modèle qui a tjrs été injuste : il y a des endroits d'une pauvreté gigantesque au Liban et à Beyrouth même, c'est un pays très inégalitaire.

Il y a sûrement une phase d'ajustement, qui implique une baisse des conditions de vie. Pour que les gens les plus pauvres surtout souffrent le moins possible, il faut les aider et surtout arriver à rééquilibrer le système économique libanais pour qu'il y ait un peu d'industrie, d'agriculture ou de services productifs comme la high-tech. Pendant plus de 30 ans, les mêmes personnes ont gouverné le pays depuis la fin de la guerre civile, et il faut maintenant qu'ils reconnaissent ne pas avoir fait les bons choix économiques.



Photo sur le campus de l'ESA avec avec Monsieur François de Ricolfis, Chef du Service Économique Régional de l'Ambassade de France au Liban

¹ Paru dans « Brèves économiques du Proche-Orient » - pour la période du 3 au 10 juillet 2020 – préparées par le Service Economique Régional de Beyrouth avec le concours des Services Economiques de la région (Amman, Bagdad, Erbil, Jérusalem, Le Caire, Téhéran et Tel Aviv)

² Paru dans La Lettre du Levant – Proche-Orient – 2^e trimestre 2020, par le Service Economique Régional de la Direction Générale du Trésor pour le Proche-Orient et les Services Economiques de la région (Amman, Bagdad, Erbil, Jérusalem, Le Caire, Téhéran et Tel Aviv)

AMBASSADE DE FRANCE – CULTURE

UN SECTEUR CULTUREL QUI SURVIT ET TIENT LE COUP MALGRÉ TOUT

Interview réalisée par Sarah-Maria Matta et Pierre Turk, étudiants en BBA05
Article rédigé par Nour Assi, étudiante en BBA04

Nous avons eu la chance de réaliser un entretien pour l'ESArticle, le journal étudiant de l'ESA Business School, avec Madame Véronique Aulagnon, COCAC (Conseillère de Coopération et d'Action Culturelle) et Directrice de l'Institut français du Liban à l'ambassade de France au Liban.

Quel est le rôle et la mission du Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) ainsi que l'Institut Français au Liban ?

« Juridiquement, le SCAC et l'Institut français sont tous les deux des services de l'ambassade de France au Liban, mais l'Institut français du Liban est par ailleurs un établissement à autonomie financière, dont les recettes propres générées au Liban ne sont pas remontées au budget de l'État français, mais sont réinvesties dans la diplomatie culturelle au Liban. Au quotidien, nous fonctionnons comme une seule équipe » nous confie Mme Aulagnon. Près de 70 personnes sont réparties dans 9 implantations sur le territoire libanais avec un bateau amiral à Beyrouth.

« Notre rôle, c'est d'être l'instrument de la diplomatie culturelle de la France au Liban » rajoute la directrice de l'Institut français du Liban. En effet, la France, contrairement à d'autres pays, ne sépare pas mission diplomatique et mission culturelle.

« Comme l'a bien exprimé notre ministre, le but de la diplomatie, c'est de se faire des alliés, tandis que le but de la diplomatie culturelle, c'est de se faire des amis. Nous travaillons sur le temps long » dit-elle. Elle cite comme exemple les nombreuses bourses d'études accordées aux jeunes Libanais, notamment pendant la guerre civile, ou le soutien au réseau scolaire français ou francophone, qualifié par Mme Aulagnon comme le principal levier d'influence culturelle de la France au Liban.

Comment se manifeste la culture française au Liban ? Quels sont les événements, partenariats ou autres, mis en place ?

En matière culturelle, l'Institut Français du Liban poursuit trois objectifs : soutenir la diffusion des industries culturelles et créatives au Liban (en donnant par exemple l'occasion à de jeunes artistes de la scène musicale française de se produire au Liban), créer des connexions et des liens entre la France et le Liban (en finançant par exemple des résidences d'artistes dans les deux sens), et enfin, soutenir la scène culturelle libanaise puisqu'au Liban, les financements publics sont très limités. L'organisation d'événements culturels pour le grand public est seulement une partie émergée de l'iceberg.

Afin d'ancrer durablement cette programmation culturelle dans le paysage culturel libanais, l'Institut français du Liban établit systématiquement des partenariats. À titre d'exemple, le salon du livre francophone a été organisé jusqu'en 2018 avec des libraires, des éditeurs et des universités ; la Nuit des idées est organisée notamment en collaboration avec le quotidien L'Orient-le-Jour ; le festival du féminisme, dont la première édition a été organisée en février 2020, est le fruit d'un travail avec plusieurs associations libanaises.

Cependant, les liens qui unissent les sociétés française et libanaise étant anciens et très forts, la culture française n'est pas uniquement portée par l'Institut français du Liban.

Par exemple, dans le domaine du théâtre, certains acteurs font venir des pièces de théâtre françaises ou promeuvent le théâtre francophone. « On est dans un degré de proximité, de connaissance mutuelle des cultures qui fait que tout ne passe pas par l'Institut français, et c'est une bonne chose » nous confie Mme Aulagnon.

Comment s'est développé le secteur culturel au Liban au cours des dernières années ? (Notamment le cinéma, les musées, le ministère de la culture)

Malgré un contexte économique très difficile, le secteur culturel s'est développé ces dernières années, selon Mme Aulagnon.

En effet, de nouvelles galeries d'art visuel ont vu le jour, en plus des galeries déjà bien établies, servant de tremplin à de nouveaux talents, plusieurs collectifs de théâtre et de spectacle vivant se sont créés, comme Zoukak, ou Kahraba, et plusieurs structures de soutien aux musiques actuelles ont émergé, tels que le festival Beyrouth & Beyond, Beyrouth Jam Sessions, Station Beyrouth, ou encore Liban Jazz.

Pour autant, certains observateurs estiment que la dynamique s'est essouffée par rapport au lendemain de la fin de la guerre civile et que la crise économique actuelle fait que de nombreux acteurs sont partis et envisagent de partir.

De plus, le secteur culturel libanais souffre de ne pas bénéficier d'une véritable politique culturelle et notamment d'un soutien financier public de la culture, contrairement à certains pays, dont la France, mais pas seulement. C'est pour contribuer à cette prise de conscience et faire émerger des recommandations concrètes, que l'Institut français du Liban finance une étude sur les industries culturelles et créatives au Liban, mise en œuvre par l'Institut des finances Basil Fuleihan. Les résultats préliminaires montrent qu'il y a bel et bien une économie de la culture : « la culture représente 5% du PIB une part importante des emplois ». En revanche, en 2020, les financements du ministère de la Culture, qui était déjà très limités, ont été réduits à zéro, sachant qu'il n'y a pas non plus de fiscalité spécifique en faveur du secteur culturel » nous confie Mme Aulagnon.

En conclusion, le secteur culturel serait, selon notre interlocutrice, un secteur dont le potentiel économique n'est pas suffisamment exploité et particulièrement fragilisé. Les années à venir seraient un « test ».

Les acteurs culturels devraient sans doute travailler encore davantage ensemble que par le passé et inventer des mécanismes de solidarité pour ne pas disparaître. La diaspora aurait un grand rôle à jouer pour préserver cette scène culturelle indépendante, qui jouerait un rôle essentiel pour la liberté d'expression au Liban.

Comment ont été impactés les événements culturels ou es instances culturelles (la nuit des idées, ou le salon du livre francophone) avec la crise économique et financière actuelle, notamment avec la fermeture de certains lieux culturels comme le cinéma Metropolis ?

Pour notre interlocutrice, il y a eu trois phases dans la crise du secteur culturel depuis le début de la révolution du 17 octobre 2019. Dans un premier temps, les acteurs culturels ont unanimement suspendu leurs activités pour descendre dans la rue, et c'est dans la rue qu'ils ont cherché à s'exprimer, en réinvestissant l'espace public. Dans un deuxième temps, la crise sanitaire a conduit à la fermeture des lieux culturels, qui avaient rouvert depuis peu.

Aujourd'hui, nous sommes dans une phase de crise encore plus aiguë, la crise économique, qui a d'ores et déjà eu raison d'un bon nombre de lieux et d'acteurs culturels. La fermeture du cinéma Metropolis en est un exemple, mais cette fermeture n'est heureusement pas définitive : l'Institut français du Liban a proposé d'accueillir le Métropolis et d'ouvrir gratuitement ses espaces pour les répétitions et spectacles.

La programmation de l'Institut français du Liban a également été impactée. Si la Nuit des idées et ce nouveau festival du féminisme ont pu avoir lieu au début de l'année 2020, ce n'est malheureusement pas le cas du salon du livre francophone de Beyrouth, qui a dû être annulé en novembre 2019 en raison de la situation économique désastreuse des libraires, de la fermeture des écoles et des routes, mais aussi de l'état d'esprit des acteurs culturels, qui estimaient qu'à ce moment, leur place était dans la rue.

Tous les événements culturels prévus entre mars et août 2019 ont été annulés, sauf la Fête de la musique, qui a été organisée dans un format virtuel, en encourageant les Libanais à jouer sur leurs balcons – une manifestation qui a rencontré un grand succès.

« Comme il n'est pas non plus possible d'organiser le Salon du livre cette année, nous avons décidé d'organiser en octobre un nouveau festival culturel, centré cette année sur la bande dessinée, un festival qui sera plurilingue et pluridisciplinaire, avec des expositions, de la musique, de la danse. Ce qui est aussi une façon de soutenir la scène culturelle libanaise ».

Comment, selon vous, les institutions culturelles devraient-elles repenser leurs activités face à la crise sanitaire et économique, et s'adapter au télétravail ?

Pendant le confinement, les institutions culturelles auraient fait preuve d'une inventivité extraordinaire, selon Mme Aulagnon. À titre d'exemple, au Liban, elle évoque une galerie ayant mis en place une visite 3D de ses expositions afin de pouvoir vendre des œuvres à l'étranger, ou l'organisation d'un concert symbolique du festival de Baalbek.

Cependant, cette inventivité a des limites. Voir un film en ligne, ce n'est pas la même chose que d'aller le voir avec d'autres dans une salle de cinéma ; assister à un concert ou à une pièce de théâtre en ligne, ce n'est pas la même chose que de vivre une expérience collective en faisant partie d'un public. Par ailleurs, « il y a toute une économie derrière ces expériences collectives » nous le rappelle notre interlocutrice.

À son niveau, au cours des derniers mois, outre l'organisation de la fête de la musique « 3al Balcon », l'Institut français du Liban a relayé les offres culturelles nombreuses et riches des institutions culturelles françaises (Le Louvre, la Comédie française, l'Opéra de Paris, le Cinémathèque française, etc.), a proposé un accès gratuit à sa bibliothèque numérique de livres et de magazines, et mis en place une programmation variée d'ateliers en ligne pour le jeune public.

Quelles sont les perspectives futures de relance du secteur culturel ? Est-ce qu'un fond d'aide a été mis en place ?

Face à une crise économique et sociale aussi grave, qui conduit à prioriser les dépenses de première nécessité, il sera difficile pour le secteur culturel d'obtenir un soutien financier public important. Pour autant, il y a un vrai travail de conviction à faire pour rétablir un soutien minimal.

« Ce n'est pas cette aide qui va faire couler les finances publiques de l'État libanais ; une aide, même modeste, peut permettre à la scène culturelle indépendante de survivre dans les prochaines années », nous confie Mme Aulagnon. L'économie financière est bien inférieure au coût politique et symbolique pour le Liban. Ce sont des événements symboliques, comme le festival de Baalbek, les films libanais sélectionnés au festival de Cannes ou aux Oscars, qui portent l'image du Liban à l'étranger. Si demain, il n'y avait plus de présence du Liban à la Biennale de Venise, ce serait vraiment regrettable » ajoute-t-elle.

Il y a beaucoup de choses qui peuvent être faites pour aider le secteur culturel, avec un coût nul ou minime pour le budget de l'Etat libanais : accorder la gratuité pour les visas des artistes étrangers qui viennent travailler ici, réduire les taxes sur les petites structures culturelles, mobiliser des fonds de la diaspora libanaise pour appuyer une plateforme de la scène culturelle indépendante.

À son niveau, l'Institut français du Liban a mis en place en 2019 un fonds spécial « Culture + », visant à aider une quinzaine de structures culturelles à changer d'échelle et à trouver un modèle économique. « Clairement, entre 2019 et 2020, nous sommes passés d'une logique de développement à une logique de résistance et de survie, et les objectifs ont été revus à la baisse », nous confie notre interlocutrice. D'autres acteurs se mobilisent, comme le Fonds arabe pour la culture et les arts (AFAC) et la fondation Al Mawred, qui ont lancé un fonds de solidarité pour le Liban. Mais nous avons besoin d'un soutien encore plus important.

Le risque est de voir partir ces acteurs culturels qui jusque-là avaient tenu le coup. « Quand on voit le rôle qu'ils jouent en termes économiques, en termes de défense de la liberté d'expression, ce serait une véritable perte pour le Liban » rajoute Mme Aulagnon.

Par quels moyens pourrait-on encourager les jeunes étudiants libanais à poursuivre des études dans le domaine culturel ou à entreprendre des projets dans le domaine culturel ?

« Il est clair que ce sont des études sous valorisées par la société libanaise » nous confie la directrice de l'Institut français du Liban. En effet, à part le métier d'architecte, les familles voient mal les perspectives d'emploi à court terme de ce genre de formation, a fortiori dans le contexte actuel. Pourtant, il existe certainement un potentiel économique à développer. Notre interlocutrice soulève l'exemple de la médiation culturelle. En France, les sorties scolaires organisées pour aller à la découverte des musées ou autres lieux culturels marchent très bien parce qu'il y a des personnes qui sont spécialement formées pour accueillir un public d'enfants. Au Liban, ce genre de filière professionnelle n'existe pas, alors qu'il y aurait un marché à satisfaire.

Que reprenez-vous de votre mandat de quatre ans au Liban ?

« C'est une grande satisfaction pour moi d'avoir pu faire avancer de nombreux projets, malgré des conditions très difficiles. On construit en permanence en se projetant dans l'avenir, mais on a l'impression que le sol se dérobe sous nos pieds et que l'on est sans cesse rattrapé par l'instabilité » nous confie-t-elle. Et pourtant, elle qualifie son expérience comme passionnante. « Le Liban est un pays avant tout riche de ses talents, notamment dans les secteurs culturel et éducatif, où mes interlocuteurs sont vraiment des résistants. Quand on vient au Liban, on repart avec des amis et des souvenirs extrêmement forts. Le Liban est un pays qui ne vous laisse pas indifférent » nous dit-elle pour conclure cette entrevue.



Photo devant le bâtiment de l'Institut Français avec Madame Véronique Aulagnon, COCAC (Conseillère de Coopération et d'Action Culturelle) et Directrice de l'Institut Français du Liban à l'Ambassade de France au Liban

ACTUALITÉ – ÉCONOMIE

WHAT EVERYONE NEEDS TO KNOW ABOUT FINANCIAL EDUCATION

By Majd Nasser, BBA05 student

It's 2019, unemployment levels in the world are at record lows, stock markets surpassed all time-high values. Sentiments around the economies were extremely positive. Everyone was confident with their economies. Even Lebanon, with its problems, still seemed to be a moderately good place for business and tourism. Our last summer with booming with international tourists and the Lebanese diaspora coming to visit what It has to offer

No one would've expected what might follow next. A global pandemic became the cataclysm of what might become the next global depression. Experts predict that it might hit harder than the crash of 2008. It might even be equally as bad, if not worse, than the global depression of 1929.

Entire economies will collapse, stock markets will plummet, and unemployment levels will skyrocket. This is currently the case in the biggest countries in the world. As economies slowly open up and try to recover from the enormous losses due to the pandemic, a lot of people still remain without stable sources of income other than government aid.

Lebanon's case is even trickier, it's not only our internal problems that will hit us but also the backlash of the global economic stagnation.

With the local currency losing as much as 75% of its value, the current situation seems grim, and it will only get worse from here on. Till now, there is no concrete action or reform that was taken to stabilize at least the situation. The international donors, like the ones that participated in "CEDRE" or even the IMF, are losing hope in the ability or the will of the Lebanese government to undertake the necessary reforms. Even Jean-Yves Le Drian, the French minister of foreign affairs, addressed his senate promising to help hardly hit Lebanese Schools. He clearly asked the Lebanese "to help them, to help us".

This year has clearly proven to us that governments, banks, and financial institutions can never be trusted blindly with our future. We can't expect the government to fix the situation, add jobs to the economy, and lift people from poverty.

The only thing a person can wholeheartedly rely on is their knowledge and skills and motivation to get themselves to a better place financially.

And the most important thing that this year in Lebanon has taught us, is to never trust fiat currencies (paper money). A majority of the population has lost almost two-thirds of their money, due to banks not allowing to withdraw them in USD or because of the depreciation of the Lebanese Lira. In essence, fiat currencies have no intrinsic value other than the trust in the government and the health of the economy.

In Lebanon, we've lost both. What's the solution you may ask, it is very simple. Turning back to hard commodities like silver and gold that preserve their value over time, is the best solution to keep your money protected from inflation.

Money is a taboo topic that most of the people don't like to talk about, and that is even less discussed, or taught at school.

A healthy economy needs new people investing and starting new businesses, creating new jobs, and helping the economy grow. Financial education is more important than ever before. Without it, people will continue to lose their jobs, default on their loans and mortgages. They will end up in very dire situations, just because they didn't plan for a safety net.

A financially aware and literate society can achieve miracles. School curriculums should include new subjects such as personal finance, taxes, entrepreneurship, or leadership. This, however, isn't happening anytime soon. Thus, we must do whatever is possible to get educated about these topics. Whether seminars, workshops, or online courses, there's no lack of resources to learn. It only goes back to the willingness of people to learn, and improve themselves.

As for how to start, really anyone can start with a simple book on self-development. There are dozens of them. They range from business, leadership, entrepreneurship to investing. Nearly every month, there will be a conference, a workshop, a meeting, a gathering, or classes that range from free to paid, and that will cover all of the topics you may think of. And finally, we're considered to live in the information age. Information on the internet is abundant, whether it is paid online courses, free educational YouTube videos or tutorials, anyone can really learn a new skill and monetize it.

Entrepreneurship and investing are the backbone of economies. Without people starting new businesses (whether small neighborhood stores, startups or big companies), the economy of countries will suffer a lot.

The entrepreneurial culture should be ingrained in today's youth. This becomes obvious with the sky-rocketing unemployment levels in Lebanon, and everywhere else in the world.



Source: Canva

ACTUALITÉ – GÉOPOLITIQUE

L'EXTRATERRITORIALITÉ COMME OUTIL GÉOPOLITIQUE, L'IMPACT DES SANCTIONS INTERNATIONALES AMÉRICAINES SUR LE LIBAN

Par Aya Tohmé, étudiante en BBA04

La problématique de cet article aborde la territorialité des lois américaines et leur utilisation comme outils de guerre des États-Unis pour soutenir les entreprises américaines et préserver l'ordre mondial. La question du conflit entre les États-Unis et l'Iran est adressée d'une façon particulière et est abordée sous le prisme des sanctions américaines contre le Liban. Il est nécessaire, dans un premier temps, de montrer l'impact des sanctions. Ensuite, de présenter les principaux lois et règlements américains extraterritoriaux. Puis, de démontrer que le Liban est au cœur de la guerre économique. Enfin, il est important de mettre les sanctions américaines dans le contexte régional afin de mieux comprendre les enjeux.

Le cauchemar commence toujours par un choc, celui de trouver son nom affiché dans la liste des Specially Designated Nationals (SDN). Cette liste est établie par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC), le bras armé du département du Trésor américain auquel il est rattaché et qui surveille l'application des sanctions internationales américaines. Ces sanctions s'appliquent, quelque soit la nationalité de la personne concernée ; l'extraterritorialité étant l'application du droit d'un État en dehors de son territoire national. Après le choc vient l'effroi. Condamné avant d'être jugé, avec pour sentence la peine de mort économique. En un mot, être inclus dans la liste des SDN équivaut à être exclu du système financier.

Pour les entreprises, le calvaire commence souvent par un courrier envoyé par le U.S. Department of Justice (DOJ), l'OFAC ou la U. S. Securities and Exchange Commission (SEC), l'une de ces agences de surveillance américaine, indiquant que l'entreprise "a probablement violé la loi américaine". Les banques libanaises, quant à elles, sont avisées par le biais de la Banque du Liban. L'expéditeur propose généralement à la société interpellée de collaborer, sinon elle prend le risque d'être traduite devant un tribunal américain. C'est le début d'une partie de poker menteur à laquelle se livrent les Américains.¹ L'entreprise n'a aucun moyen de savoir si les agences bluffent ou si elles possèdent vraiment des renseignements solides. De quelles informations disposent-elles ? Comment les ont-elles obtenues ? Y a-t-il une taupe dans l'entourage ? Est-ce une affaire politique ? Toutes les hypothèses sont possibles. Peu importe ces informations et leur source, l'entreprise est coincée. Il ne lui sert à rien de chercher à savoir si les Américains bluffent ou pas. Impossible de lutter contre une Amérique orwellienne. En matière de renseignements économiques, l'Amérique a une longueur d'avance.

L'application des règles américaines au reste du monde a toujours existé et relève de l'un des aspects de la culture des États-Unis et de sa politique étrangère. Mais jusqu'à la fin des années 1990, ces principes et ces règles étaient appliqués dans un cadre relativement bien défini et fini : les grands traités internationaux ou accords multilatéraux. Toutefois, on constate depuis le début des années 2000, une extension réelle des domaines et du périmètre de l'application de ces sanctions. Cette extraterritorialité a englobé graduellement le financement du terrorisme, la corruption, l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent, la violation des embargos, la violation des droits de l'homme et du processus démocratique partout dans le monde et a engagé des entreprises américaines, des entreprises étrangères ou des personnes physiques qui n'ont aucun lien avec les États-Unis.

La machine de guerre économique américaine comprend tout un arsenal législatif et réglementaire extraterritorial et interconnecté. Cinq régimes nous intéressent en particulier² :

- Les régimes américains de sanctions internationales, comme la violation ou le contournement des *embargos* sur Cuba (jusqu'à 2004) ou l'Iran avec les pénalités financières considérables payées notamment par les banques étrangères accusées de les avoir violées (*voir Annexe 1*) ;
- La législation américaine réprimant la corruption d'agent public à l'étranger (*Le Foreign Corrupt Practices Act (FCPA)*) ;

- Les régimes américains de sanctions internationales liées à la protection des droits de l'homme et le processus démocratique comme la législation *Global Magnitsky Human Rights Accountability Act* promulguée en 2016, qui autorise le gouvernement américain à sanctionner les fonctionnaires étrangers impliqués dans des violations des droits de l'homme partout dans le monde. À cet égard, les États-Unis ont annoncé récemment qu'ils envisagent d'imposer des sanctions à l'encontre de responsables libanais en vertu de la loi Magnitski.
- L'application de la fiscalité personnelle américaine aux citoyens américains non-résidents, par la loi et les traités dits *FATCA* qui s'est avérée être une importante source de renseignement pour les administrations américaines ;
- Les dispositions anti-blanchiment américaines, qui peuvent être spécifiquement tournées contre des organisations ciblées par les États-Unis. À cet égard, il faut mentionner le *Hezbollah International Financing Prevention Act of 2015 (HIFPA 2015)*, une loi votée le 18 décembre 2015 par le Congrès américain et transcrit dans des circulaires de la Banque du Liban. Cette loi interdit aux banques étrangères, notamment libanaises, de faire des transactions avec le Hezbollah et les entités qui en dépendent si elles veulent continuer à accéder au système financier américain via des comptes de correspondance.

Le *Hezbollah international Financing Prevention Act* a contribué en grande partie à la déstabilisation du système bancaire libanais. En effet, la simple inclusion d'une banque libanaise dans la liste des SDN pour avoir sciemment enfreint l'interdiction de faciliter les transactions du Hezbollah est l'équivalent d'une sentence de mort. Celle-ci peut prendre la forme d'un rachat forcé de certains actifs par une autre banque (comme ce fut le cas de la Lebanese Canadian Bank rachetée par la Société Générale de Banque au Liban SGBL en 2011)³ ou d'une liquidation forcée et expéditive dans l'anonymat le plus absolu orchestrée par la banque centrale comme c'est le cas avec la Jammal Trust Bank accusée en septembre 2019 de faciliter « les activités bancaires du Hezbollah »⁴.

Dans l'esprit des dirigeants américains, il s'agit bien d'une guerre économique, menée de pair avec une guerre asymétrique contre l'Iran afin de protéger les intérêts des États-Unis et d'endiguer l'expansion de ses ennemis dont fait aujourd'hui partie l'Iran et son bras armé régional qui est le Hezbollah.⁵ Ceci peut nous aider à mieux appréhender les enjeux qui se déroulent actuellement sur le front bancaire et à comprendre les propos du gouverneur de la Banque du Liban du 7 janvier 2020 imputant la crise bancaire au Liban à trois facteurs survenus en septembre 2019 : les attaques de drones contre les installations d'Aramco ; l'attaque du drone israélien contre la banlieue sud de Beyrouth ; et les mesures du Trésor américain contre la Jammal Trust Bank.⁶



À mesure que la tension monte, les sanctions économiques s'aggravent jusqu'à atteindre un point de non-retour, c'est le moment où sous un abus de trop, le système bancaire se brise et, à défaut de bloquer les dépôts des responsables, on confisque l'épargne de tous les déposants qui deviennent les victimes collatérales d'une guerre par procuration qui les dépasse. On est très clairement dans quatre dimensions différentes : la dimension politique des relations interétatiques ; la dimension d'une guerre asymétrique entre L'Iran et les États-Unis, dont le recours, à la pratique des assassinats ciblés (par exemple, l'assassinat du général Qassem Soleimani) ; la dimension des affaires globalisées ; et enfin la dimension d'un conflit entre deux extraterritorialités, l'une économique américaine et l'autre, politico-milicienne iranienne exercée par l'entremise du Hezbollah.

L'analyse politique moderne commence toujours par l'idée que le monde n'est pas complètement unifié et qu'il est divisé en deux grands axes⁷. La rivalité qui oppose la Chine et les États-Unis aujourd'hui a pris le relais de celle qui opposait jadis l'URSS et les États-Unis lors de la guerre froide. Mais il ne s'agit plus d'une opposition idéologique entre un système communiste et un autre capitaliste, mais entre deux formes de capitalisme : un capitalisme autoritaire, dirigé et subventionné par l'État dans le cas de la Chine et un autre créé et développé par les marchés, mais de plus en plus soutenu par une implacable machine de guerre juridico-économique extraterritoriale dans le cas des États-Unis⁸. Cette rivalité se décline sur la scène régionale par la confrontation entre deux camps :

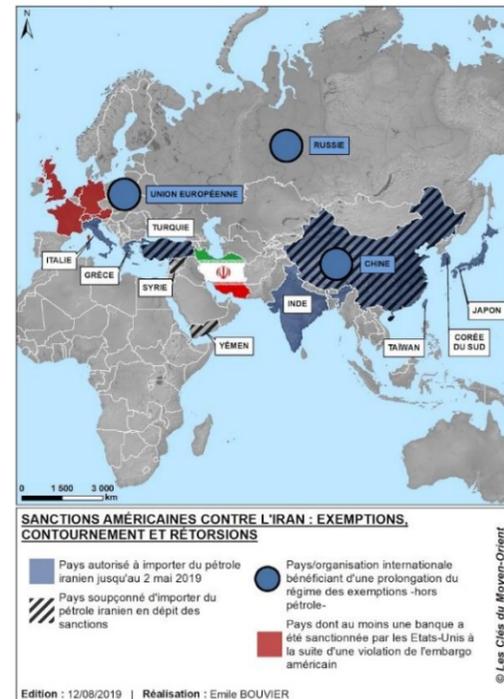
- La communauté internationale, d'une part, qui désigne selon Chomsky le gouvernement américain et les pays amis des États-Unis⁹, et qui contrôle les institutions internationales comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale ou l'Organisation des Nations Unies ainsi que le système monétaire et financier international. Les pays arabes exportateurs de pétrole ou de gaz en font partie et constituent une zone dollar au sein de laquelle ces pays arriment leurs monnaies au billet vert de façon plus ou moins rigide. Le Liban en général et son système bancaire en particulier qui se nourrit des flux financiers de capitaux envoyés par la diaspora, fait intrinsèquement partie de la zone dollar.
- D'autre part, ce qu'on appelle l'axe de la résilience et dont le centre de gravité est le régime théocratique iranien. L'Iran étend son influence dans la région (Yémen, Irak, Syrie et Liban) grâce à un colonialisme confessionnel chiite, soutenu par des milices locales dont le Hezbollah est le fer de lance. Cet axe est soutenu par la Chine et la Russie. En effet, la Russie veut agrandir sa sphère d'influence dans la région du Moyen-Orient pour retrouver un statut de puissance mondiale et compenser sa faiblesse économique. Cet axe est tenu à l'écart du système monétaire international par un ensemble complexe de sanctions internationales et américaines extraterritoriales.

Depuis le début des années 1990, la rivalité entre les deux axes s'est concrétisée sur le terrain local par un compromis entre les banques, et tout ce qui tourne autour, d'une part, et, d'autre part, le Hezbollah et ses acolytes.¹⁰ Le compromis a plus ou moins bien fonctionné jusqu'à l'éclatement de la guerre en Syrie et au Yémen en 2011. Le Hezbollah s'est alors mêlé directement dans ses conflits, abandonnant le principe de neutralité du Liban, ce qui a fait éclater le compromis.¹¹ Cela a aggravé la vague des sanctions américaines contre l'Iran et le Liban dans le but de contrecarrer la mainmise politique iranienne sur le Liban par l'intermédiaire du Hezbollah¹².

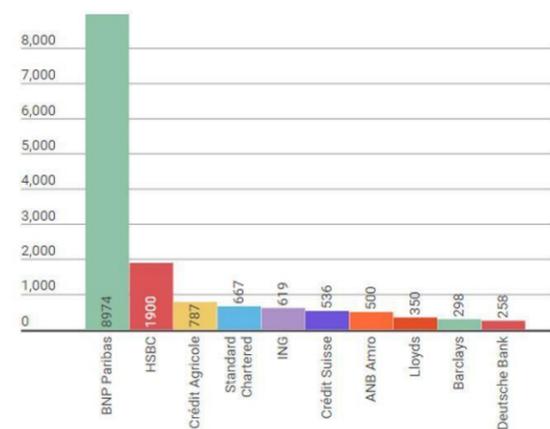
Pour conclure, en octobre 2019, le durcissement des sanctions économiques sur l'axe de la résilience a fait sauter le système libanais. Celui-ci s'est soudainement effondré comme un château de cartes. L'heure de vérité a sonné pour le Liban. S'il continue à privilégier une politique des axes et abandonne ses entreprises en rase campagne, le sort en sera jeté : le Liban ne sera plus.

S'il relève la tête et se désengage de toute allégeance externe en mettant la question économique en priorité, le Liban pourra renaître avec un nouveau modèle dans un monde qui bouge et où la force du droit devra prendre l'ascendant sur le droit de la force.

Annexe 1 : Les cartes



Sanctions américaines : 17 pays visés par un programme dédié



Amendes banques européennes pour violation de l'embargo sur l'Iran

¹ Ali Laidi, Le droit, nouvelle arme de guerre économique, Acte Sud, 2019
² Extraterritorialité des sanctions américaines : Quelles réponses de l'Union européenne ? Rapport d'information de M. Philippe BONNECARRÈRE, fait au nom de la commission des affaires européennes n° 17 (2018-2019) - 4 octobre 2018
³ La SGBL finalise l'acquisition d'actifs de la Lebanese Canadian Bank, <https://www.lecommercedulevant.com/article/19581-la-sgbl-finalise-lacquisition-dactifs-de-la-lebanese-canadian-bank>
⁴ Feu vert pour la liquidation de Jammal Trust Bank, <https://www.lorientlejour.com/article/1187334/feu-vert-pour-la-liquidation-de-jammal-trust-bank.html>
⁵ SANCTIONS : Iran : le piège juridique américain, <https://www.alternatives-economiques.fr/iran-piege-juridique-americain/00089254>
⁶ Lebanon's central bank governor rules out financial collapse in Lebanon, http://www.xinhuanet.com/english/2020/01/10/c_138692128.htm
⁷ Alain Badiou, Trump, perspectives critiques, PUF, 2020
⁸ Chine-États-Unis : genèse d'une guerre économique, https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/chine-etats-unis-genese-d-une-guerre-economique_3602771.html
⁹ Noam Chomsky, De la guerre comme politique étrangère des États-Unis, Marseille, Agone, coll. « Eléments », 2017
¹⁰ une faille dans les sanctions américaines, <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/iran-une-faille-dans-les-sanctions-americaines-1029848>
¹¹ Au mépris du droit international, le diktat iranien de Donald Trump, <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/06/WARDE/58766>
¹² Hezbollah Has a New Strategy to Survive Lebanon's Financial Crisis, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/hezbollah-has-a-new-strategy-to-survive-lebanon-financial-crisis>

À L'ESA

À LA DÉCOUVERTE DU CRED

Par Nour Assi, étudiante en BBA04

L'Histoire

Le Centre de Recherche d'Études et de Développement (CRED) de l'ESA est né au début des années 2000. À cette époque, il ne comportait qu'un seul membre : Dr. Abdel-Maoula Chaar. Le centre a pris son essor sous l'impulsion de Mr. Maxence Duault qui n'occupait pas encore le poste de Directeur Général et qui défendait l'idée que la recherche académique est indispensable au développement d'une Business School.

Aujourd'hui, le noyau permanent du CRED se constitue de Dr. Chaar, responsable du CRED, de Mme. Aliaa Houry qui s'occupe plus spécialement des questions administratives et de l'organisation des programmes et formations du CRED, et de Dr. Sami Zreik qui s'occupe des questions relevant du développement pédagogique. L'équipe comprend également Mme Sally Shamieh qui travaille sur le projet de création au CRED d'un « L'institut des affaires et des droits de l'Homme » (Business and Human Rights) et de Mr Georges Zouain qui structure un programme de recherche portant sur le lien entre le patrimoine culturel et le développement durable. Le tout fonctionne dans une dynamique de communication permanente, avec, autour de ce noyau et en fonction des besoins, des personnes (souvent des étudiants de l'ESA) qui sont là sur la base d'un projet. Le CRED a pour vision de comprendre et d'expliquer la réalité des entreprises libanaises et régionales afin de faciliter leur adaptation aux changements du monde contemporain. À cette fin, le CRED forme, héberge et fédère l'activité de jeunes chercheurs qui étudient des cas et des situations réelles pour produire de la connaissance inédite. Celle-ci sera diffusée par le biais de conférences, de communications ainsi que d'articles scientifiques. Dans la conjoncture actuelle, le CRED pratique de la « recherche-impact » en étudiant des questions qui influencent notre vie quotidienne et notre futur.

Les projets

Lors d'une interview avec Dr. Chaar, ce-dernier a expliqué que les travaux qui se font au sein du CRED tournent autour de quatre thématiques :

1. Comment l'entrepreneuriat peut-il aider à la résilience urbaine ? Comment créer des microentreprises qui sont durables et quelles conditions doivent être réunies pour qu'elles le soient ?
2. Comment développer de la technologie éducative (*e-learning*), et comment peut-elle favoriser le développement et l'éducation durable au Liban ?
3. Comment utiliser les entreprises pour favoriser l'application des droits de l'Homme ?
4. Comment utiliser le patrimoine culturel pour aider au développement socio-économique ? Comment valoriser le patrimoine culturel d'un pays comme le Liban (Baalbek, Byblos, Saïda, etc.) et que ce patrimoine apporte quelque chose aux gens en même temps ?

Lorsque la question lui a été posée, Dr. Chaar répondit que le projet qui contribua à la renommée du CRED était une conférence qui eut lieu à l'ESA pendant deux jours au sujet de la transition énergétique. Des chercheurs venant des quatre coins du monde (Alaska, Turquie, France, Liban, Espagne, Palestine, Jordanie, etc.) se sont déplacés et ont pu confronter leurs différents points de vue sur le sujet.

Au cours de cette interview, Dr. Chaar a tenu à souligner l'importance de la contribution des étudiants de l'ESA, notamment du BBA, aux recherches du CRED. « Aujourd'hui il est certain que sans le soutien du BBA, la recherche au CRED ne pourrait pas avoir cette dimension. On est capable de faire beaucoup de choses parce qu'on a leur soutien » confie le Dr. Chaar.

Cette relation assez particulière qu'ont les élèves du BBA avec le CRED a commencé avec des étudiants du BBA03 passionnés par la recherche. Lorsque l'occasion s'est présentée d'inclure Beyrouth dans une recherche internationale sur la transition énergétique dans le monde, un de ces étudiants a effectué une recherche terrain préliminaire pour déterminer s'il était pertinent d'inclure le Liban dans l'étude. Le CRED s'est engagé sur la base de ce travail qui a abouti à la publication d'articles dans des journaux scientifiques renommés et à l'organisation d'une conférence internationale. **Aujourd'hui, les étudiants du BBA, toutes promotions confondues, font partie intégrale de projets de recherche qui portent sur des scénarios pour le futur des villes post-conflit en prenant Beyrouth comme exemple, sur la possibilité d'utiliser les circuits de commerce pour rapprocher les populations, sur l'utilisation du patrimoine culturel pour favoriser le développement socio-économique de certains quartiers de Beyrouth, etc.** « Il s'est avéré que les étudiants du BBA représentent beaucoup plus qu'un soutien accessoire » rajoute le Dr. Chaar.

Le réseau de professeurs et d'experts avec qui le CRED travaille s'étend bien au-delà des frontières libanaises, car comme l'a dit le Dr. Chaar, il n'est plus nécessaire qu'une équipe soit ensemble dans un seul endroit pour faire de la recherche. La seule difficulté rencontrée est de trouver un sujet qui intéresse tout le monde. Après, tant que les membres de l'équipe ont la même éthique et la même vision de la recherche, le processus se développe bien et devient même très agréable selon le Dr. Chaar. De plus, les équipes constituées sont souvent pluridisciplinaires afin d'apporter un maximum de richesse. Finalement, face à la pandémie du Covid-19, le Dr. Chaar nous confie qu'il n'a pas été très compliqué d'adapter une bonne partie de l'activité du CRED puisque la plupart des activités peuvent se faire à travers des plateformes comme Skype ou Zoom. Évidemment, tout le travail de recherche sur le terrain a dû être reporté.¹



Dr. Abdel Maoula Chaar, Responsable du CRED (Centre de Recherche et de Documentation)

¹ Un grand merci au Docteur Abdel Maoula Chaar pour sa coopération.

À L'ESA

SERV'AL PREND LA RELÈVE

Par Dea Baladi et Pierre Turk, étudiants en BBA05

Que veut dire Serv'al ? Pourquoi ce nom ?

Le Serval est un félin remarquablement intelligent qui parvient à résoudre des problèmes insolubles pour d'autres fauves. Nous l'avons choisi pour nous représenter du fait de ses qualités et de ses capacités. Le nom 'Serv'al' constitue un jeu de mots (en anglais) qui fusionne *Serve* et *all*. Ainsi, il incarne nos ambitions qui sont entre autres d'être toujours à l'écoute, d'être la voix des étudiants mais aussi de dynamiser la vie estudiantine à l'ESA.

Quelles valeurs votre BDE cherche-t-il à transmettre ?

Notre BDE est principalement basé sur le respect et la solidarité, que ce soit au sein du groupe ou à l'égard de tous. Le Serv'al vise aussi à transmettre l'altruisme, l'empathie ainsi que l'intégrité afin de maintenir une bonne ambiance au sein et hors du campus. Les valeurs que nous partageons ne se limitent pas qu'au périmètre de l'ESA. Ce sont des valeurs à porter tout au long de sa carrière personnelle et professionnelle.

Que voulez-vous atteindre en tant que BDE ?

Nos objectifs principaux seraient de favoriser la communication entre les différents organismes de l'ESA et d'améliorer la vie étudiante afin de jouir non seulement d'une ambiance agréable mais aussi d'un bon climat de travail. Notre BDE cherche à faire de cette expérience qu'est l'ESA une aventure inoubliable et surtout, comme notre nom l'indique, d'être toujours présents pour aider !

Qu'est-ce qui fait la force de votre équipe ?

À chaque membre du BDE est attribué un poste précis. Cette stratégie vise à atteindre nos objectifs tout en étant productifs et rationnels, ce qui donne plus de dynamisme au travail. Notre équipe est constituée de jeunes étudiants ambitieux qui ont conscience de leurs responsabilités et qui sont dignes du rôle qu'ils représentent. De plus, les valeurs que nous cherchons à transmettre sont celles que chacun d'entre nous incarne. Une bonne entente au sein du Serv'al à travers un partage d'idées et une bonne communication sont des éléments jugés primordiaux au bon fonctionnement du BDE et constituent nos points forts.

Quel est votre programme ?

De l'organisation d'événements tel que des galas ou des TED *talks*, à l'amélioration de la communication par le biais des réseaux sociaux, tout en passant par un système logistique avant-gardiste, nous cherchons à faire de l'ESA un lieu de travail convivial et un lieu d'épanouissement agréable. Les différents clubs existent de sorte à ce que les élèves atteignent leur potentiel maximal. De ce fait, nous encourageons la diversité et sommes ouverts à de nouvelles propositions que ce soit au niveau artistique, sportif ou autre. De nombreuses activités et événements feraient ainsi partie de notre programme afin de faire de l'ESA, nous ne le répéterons jamais assez, une expérience inoubliable aux yeux de tous.

Pourquoi est-il important d'avoir une vie étudiante active ?

La vie étudiante joue un rôle majeur et important aux yeux de tous puisque l'ESA est bien plus qu'une école et qu'une institution, l'ESA est une famille. En d'autres termes, poursuivre des études universitaires n'a pas pour seul objectif de travailler mais de profiter de cette expérience pour établir un réseau et surtout pour encourager l'épanouissement personnel. En ayant une vie étudiante dynamique et des élèves engagés, nous joignons l'utile à l'agréable !

Quelle stratégie proposez-vous pour améliorer la vie étudiante de façon durable ?

De façon durable, il serait intéressant de mettre en oeuvre un certain sentiment d'appartenance à l'ESA, en termes de campus et de relations d'où l'importance de l'implication des étudiants dans de divers projets et clubs. Mis à part l'épanouissement qu'apportent le campus et ses commodités, faire partie de l'ESA est synonyme de créer un réseau. En effet, être Étudiant(e) ou Alumni a sa part d'avantages : d'innombrables opportunités de travail sont offertes en continu de façon à explorer de nouveaux horizons et à trouver celui qui est le plus convenable. C'est notamment ici que réside un des atouts de l'ESA.

Découvrez la vidéo de lancement du BDE Serv'al : <https://youtu.be/jOFw18HH9LY> !



Les membres du BDE Serv'al, de haut en bas et de gauche à droite : Lynn Basile, Ramy Rahbani, Jean Sabbagh, Marie-Joe Bachaalany, Alexia Massaad, Lana Laure Khalifé, Lyne Bdeir, Céline Kozma, Dea Baladi, Peter Abi Khalil, Sibylle Antaki. Photo prise par Joseph Darwich.

À L'ESA

AN ARTISTIC GLIMMER OF HOPE

By Sarah-Maria Matta, BBA05 student



Installation view of Oliver Beer's recent 'Household Gods' exhibition at Galerie Thaddaeus Ropac, Paris. Courtesy of Galerie Thaddaeus Ropac. https://www.wallpaper.com/art/oliver-beer-vessel-orchestra-met-breuer#0_pic_0

In today's societies, community-based museums should have great value for the promotion of human rights, peace and sustainable community development¹.

They act as mediators for a new kind of world citizenship. UNESCO and the International Council of Museums (ICOM) released a report² after conducting a survey about museums during Covid-19. Lockdown has forced 85,000 museums to temporarily close their doors. A third of them may have to get smaller to survive, while 13% may never reopen at all. Many museums have already adapted to this new normal, with 50% increase in their digital presence during the lockdown³. The digital media become more than essential.

The role of museums is all about the social role they play in today's world. Museums actually have a great role in building a better future by remembering the past.

Actually, researchers from University College London (UCL) found that people who engaged in the arts more frequently had a 31% lower risk of dying early when compared to those who didn't.

The study looked at a range of factors to explain there is a link between "arts engagement" and living longer. Engaging with the arts like going to the theater or to museums can act as a buffer against stress and build creativity, and can also help people build social capital⁴.

The art world will strive and survive, in spite of the difficult conditions.

Indeed, during a virtual tour⁵ organized by ESA Business School and Gurr Johns in collaboration with BEMO Virtual Art Club on Zoom, British artist Oliver Beer took us on a virtual tour in his studio in London. It was as if we were there, a real escape.

His work focuses on the relation of arts to music and architecture: he gives a voice to objects.

For him, "a sound has geometries". During a collaboration with the Louvre Abu Dhabi, he describes his work as a "fusion of western and eastern harmony" through which the white background of one of the works reflects the modern flatness of the white. He talked about the sound in general, as a metamorphosis, and music, as an "intangible way of feeling".

We went with him through the different vessels in his studio while he explained that that the sound we're hearing is the sound of the empty space resonating and empty air vibrating. He also collaborated with Lebanese group Mashrou' Leila, in which he created with them a concert that oscillates between contemporary Western chromatic harmony and ornamented Arabic harmony⁶.

Oliver Beer's work is at the core of the "musicality of space".

¹ COVID-19: UNESCO and ICOM concerned about the situation faced by the world's museums, UNESCO, 18/05/2020 <https://en.unesco.org/news/covid-19-unesco-and-icom-concerned-about-situation-faced-worlds-museums>

² UNESCO Report "Museums around the world in the face of COVID-19", May 2020 <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373530/PDF/373530eng.pdf.multi>

³ "This Is Why Museums Are Crucial For A Healthy, Happy Society After Covid-19", World Economic Forum, June 29, 2020 <https://www.weforum.org/videos/his-is-why-museums-are-crucial-for-a-healthy-happy-society-after-covid-19>

⁴ "Visit museums or art galleries and you may live longer, new researcher suggests", CNN Style, by Katie Hunt, 19th December 2019 <https://edition.cnn.com/style/article/art-longevity-wellness/index.html>

⁵ This virtual event took place on Monday June 8th at 4pm (Beirut time) <https://www.bemobank.com/news-and-events/virtual-tour-artist-oliver-beer>

⁶ "In Conversation: Oliver Beer's *Vessel Orchestra* and the Democracy of Sound", by Lauren Rosati, August 2, 2019 <https://www.metmuseum.org/blogs/now-at-the-met/2019/oliver-beer-vessel-orchestra-interview>

CULTURE – ART

EYE LIFE DIFFERENTLY

By Jana Mhaydli, BBA04 student

Often times it is, when I get asked: why is it that you make art?

Gaping, is that question.

In a world where the most bewildering of things occur, I sit alone in my room pondering the marvel of my very existence, and I think... I think about the short puffs of air let out from my lungs, the perfectly in sync flutter of my eyes as my eyelashes intertwine to fog my vision, the prickling feeling in my fingertips as I give them a fondle tap, in awe of god's triumph. I sit there contemplating the shining array of sunshine hitting my dresser, softening my blossom scented candle, touching my face, gleaming my hazel eyes as they water, a single teardrop falls down my face hitting my now pursed lips from the salty liquid.

Why is it that I make art?

When the mellow tunes of my favorite song fill my ears, my mind wanders off to remote places; where colors of the sky are nothing I've ever seen, grounds blissful to the touch. My imagination transports me to states, I am mesmeric, distant, but grounded. I am floating in emotions, concepts, thoughts.

Why is it that I make art?

The feeling of sonder suddenly hits me and I am overwhelmed. Homo sapiens of colors and patterns, senses. The magnitude of life, still and active. The trail of thoughts final answers. Life is why I make art. The puzzling query solved, suggesting that life itself, is art. All that is surrounding humans is art, wherever is gazed, whatever the soul, it is, by all means, art.

Why shall one's artistic gift be limited to empirical practices when one's mind is so marvelously designed to make art with the mind, the words, the feel? Art is not pencil on paper. It certainly is not acrylics on canvas. Art is life. Art is you. Behold the creations of pure wonder: our eyes, our brains, our hands, the trees, the air...

Art is not studying it at renowned art schools. Art is being it. Feeling it, knowing it.

With this, I with delight introduce my passion and desire for art into my far-flung business degree, as art will always be around, in all shapes and forms, everywhere I go.



F E T U R S – Oil Pastel on black paper, Artist: Jana Mhaydly



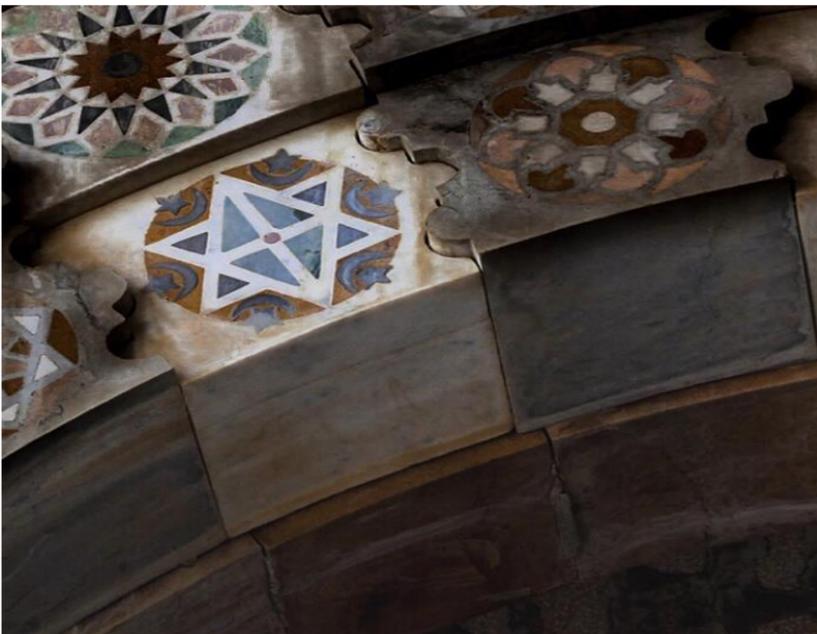
“Hue Eyes”, by Artist Jana Mhaydly, Instagram: @peculiaristic

CULTURE - ÉTÉ

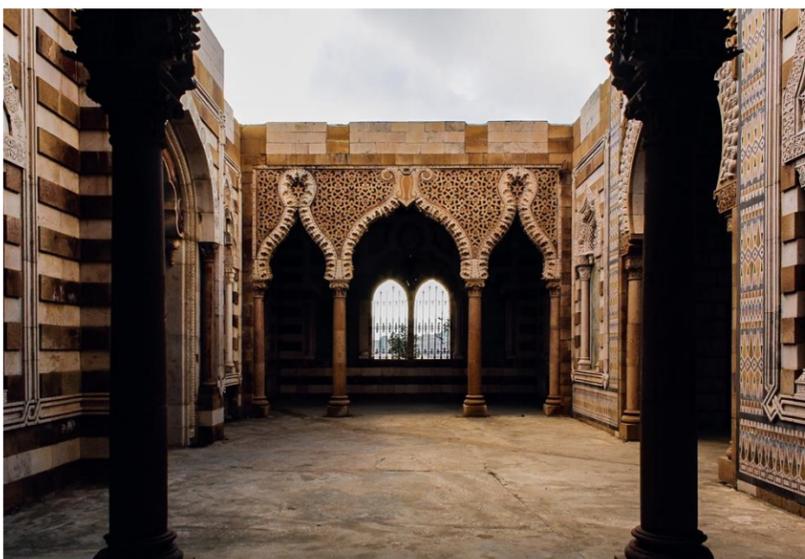
ESCAPADE À JEZZINE

Par Clara Rayes, étudiante en BBA04

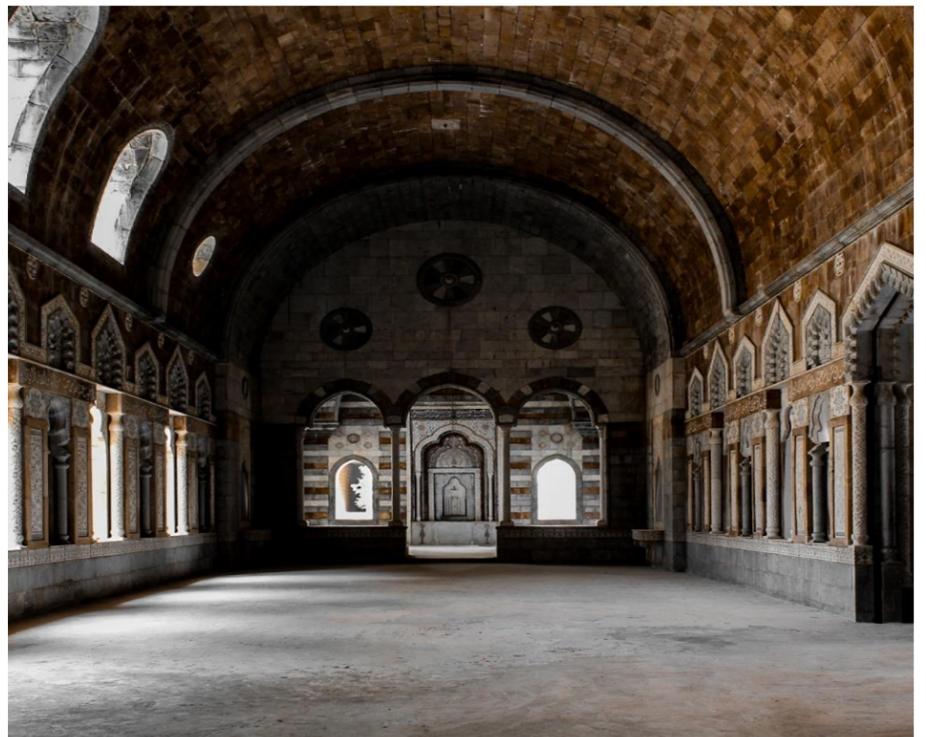
La construction du palais du Dr. Farid Serhal à Jezzine a commencé en 1967. Avant cela, Dr. Serhal avait rassemblé un grand nombre de livres sur la sculpture grecque, ainsi que des livres d'histoire de l'art qui datent de l'époque des Byzantins et des renaissances françaises et espagnoles. Chaque section et chaque arcade de ce palais reflétaient une civilisation différente, une époque différente. En effet, chaque pas dans les différentes pièces de cet édifice était comme une expérience de voyage dans le temps, en visitant les monuments célèbres de diverses cultures et empires.



De plus, une série de citations en calligraphie arabe ont également été montrées au-dessus d'une multitude de fenêtres dans de nombreuses pièces du palais. Cette pièce en particulier a été utilisée dans une série télévisée libanaise nommée « Thawret el Falahin ».



Comme de nombreuses arches du palais, celle-ci présentait des signes, chacun racontant une histoire spéciale. Ce signe en particulier était une combinaison des symboles religieux de toutes les religions monothéistes, mettant en avant une histoire de coexistence. Un autre grand symbole de coexistence dans le palais était cette vaste pièce qui était à moitié une église et à moitié une mosquée.



Dans cette image, vous trouverez une reprise de l'héritage de l'Andalousie, dans les détails les plus méticuleux. Malheureusement, avec le début de la guerre civile en 1975, la construction a été ralentie, puis suspendue avec le décès du docteur en 1996.

DIVERS

"يعاقب عليها القانون" أم "قانونية إذا كنت ثرياً" ؟

بقلم كارن بشور

لقد وُضعت القوانين لمعاقبة من يخالفها عبر فرض غرامات مالية محددة. لكنّ الواقع مختلف في بعض الأحيان، إذ إنّ بعض الشركات تعتبر أنّ الغرامات هي ضريبة إضافية على أعمالها التجارية، وليست عقاباً. كذلك الأمر، يراها بعض الأغنياء كرسوم بسيطة يمكنهم دفعها من دون أية مشكلة. فإنّ ضبط السرعة الذي يبلغ 700,000 ليرة لبنانية تأثيره يختلف بين موظف بالحد الأدنى للأجور ومدير شركة ناجحة. فالأول سيجد صعوبة في دفع المبلغ وقد يلجأ إلى الدين لتسديده، في حين أنّ الثاني يدفعه من دون تردد.

في عام 1973، تبين أنّ تصميم سيارة Ford Pinto فيه عيب تسبّب بإفجار عدّة سيارات أدت إلى موت العديد من الأشخاص. إلا أنّ الشركة المصنّعة Ford كانت على علم مسبق بهذا الأمر ولكنها قرّرت ألا توقف بيع السيارة لأن تكلفة إصلاح الخلل أعلى من كلفة الدعاوى القضائية المتأثّية من الحوادث.

فإذا أردنا تطبيق العدالة على الجميع، يمكننا استحداث قوانين تفرض غرامات مالية بحسب المدخول السنوي لكلّ مواطن، فيمتنع من يملك المال عن خرق القوانين وتتدنى نسبة الجرائم وتستنّب العدالة، على مثال فنلندا.

KEITH HARING : UN STYLE QUI RIME AVEC EXCENTRICITÉ

Par Sarah-Maria Matta, étudiante en BBA05

Né en Pennsylvanie tout comme Warhol et Lichtenstein, c'est un artiste de New York. Son approche de l'art est dans la lignée du Pop Art, avec aussi des influences issues de l'expressionnisme abstrait. Il crée un style immédiatement reconnaissable. C'est un style aux formes répétitives (bébé, chien) et qui se distingue par une influence « BD » en dessinant des cases, et où le côté enfantin et la gaité des couleurs contrastent avec sexualité et pulsions macabres : c'est l'identité atypique de son art, et c'est ce qui l'a rendu célèbre.

Lors d'une exposition en 2013¹, le Musée d'Art Moderne de Paris (MAM) organise une exposition en son honneur. C'est une rétrospective au cours de laquelle, selon Les Echos², un des commissaires de l'exposition confie que « la masse de l'œuvre [de Keith Haring] montre qu'il est l'artiste le plus engagé politiquement dans le New York des années 1980. » Keith Haring place l'engagement du citoyen au cœur de son travail : il est révolté contre l'apartheid, le capitalisme, la société de consommation, la sexualité, la justice sociale, ou encore l'oppression du fait de la race³.

A Bruxelles, le Palais des Beaux-Arts, « Bozar », présente une rétrospective de l'artiste américain Keith Haring jusqu'au 21 juillet 2020⁴, mettant l'accent sur le rôle clé de Haring dans la « contre-culture » en cherchant à faire œuvre « d'art public ».



Lithographie de Keith Haring à l'ESA, intitulée « Retrospect » datant de 1989 ; c'est une sérigraphie.

À la fin des années 80, les grands peintres de New York s'éteignent : Andy Warhol en 1987, et Jean-Michel Basquiat en 1988. La même année, Keith Haring crée une fondation pour la lutte contre le SIDA après avoir découvert son état séropositif. Il décède à trente-deux ans du sida. L'œuvre de Haring n'a tout de même rien perdu de son actualité.

¹ https://www.mam.paris.fr/sites/default/files/documents/dossier-pedagogique_keith-haring_anne.pdf

² <https://www.lesechos.fr/2013/04/la-force-de-keith-haring-321826>

³ <https://le-monde-en-nous.fr/2013/09/06/keith-haring-liberte-les-lignes/>

⁴ <https://www.bozar.be/fr/activities/148744-keith-haring>

Les avis mentionnés dans L'ESArticle ne reflètent pas nécessairement l'avis de l'ensemble de l'équipe. Nous encourageons la liberté d'expression et la liberté d'opinion.

Merci à Yasmine Mezher, étudiante en BBA05 pour la mise en page des éditions de cette année universitaire 2019-2020.